

GARE A LA REVANCHE LA COMMUNE VAINCRA !



GARE A LA REVANCHE LA COMMUNE VAINCRA !

Supplément à « Front Rouge » n° 4.
C.C.P. FRONT ROUGE 204-51 LYON.
B.P. 47 - Lyon-Préfecture.

LA FETE DU PROLETARIAT SERA TOUJOURS LE 18 MARS

A la fin du Second Empire, le capitalisme français vient de connaître une période d'expansion. L'afflux d'or des pays coloniaux l'a stimulé ; la bourgeoisie s'est dotée d'un équipement bancaire adapté et la concentration capitaliste s'est accélérée. Le pouvoir d'Etat, dirigé par Napoléon III, est un simple instrument au service des classes possédantes : Haussmann a fait élargir les rues de Paris pour mater plus facilement les insurrections futures. La démagogie sociale fleurit dans les cercles dirigeants de l'Empire pour endormir la conscience ouvrière.

Mais la classe ouvrière n'y croit plus. La transformation de l'ancienne manufacture en fabrique industrielle s'est faite sur son sang et sa sueur, sur ses mutilations, ses morts et sa misère. Souvent réduit au chômage par la mécanisation, l'ouvrier a vu baisser son salaire ; les femmes et les enfants, dès l'âge de sept ans, sont mis au travail dans des conditions infernales. Journées de douze heures, travail plus dur, travail de nuit, voilà ce qu'est l'expansion pour un ouvrier, avec en plus un système d'amendes, de demandes de renvois, de livret de travail obligatoire dans lequel le patron note son opinion sur l'ouvrier, tout cela devant servir à transformer l'ouvrier en machine.

La loi bourgeoise ne profite qu'au patron et l'ouvrier a toujours tort contre lui. Les associations ouvrières sont interdites (parfois tolérées par démagogie). Les patrons utilisent l'arme du lock-out contre les grèves et la troupe tire sur les ouvriers. Vie chère, vie de chien, voilà le lot de l'ouvrier.

Mais l'ouvrier a relevé la tête ; avec la création de l'Internationale en 1864 (qui compte en France 245 000 membres), avec le développement de grandes luttes ouvrières, le prolétariat conquiert peu à peu son autonomie de classe, malgré le poids des doctrines socialistes petites-bourgeoises sur le Mouvement Ouvrier.

Les ouvriers qui ont grandi en nombre, en expérience et en lucidité, prennent conscience de leur force ; leur émancipation ne leur viendra pas de la bourgeoisie : elle sera conquise par les ouvriers eux-mêmes.

La Commune de Paris s'annonce.

PARIS 1870 : Devant le peuple indifférent, la bourgeoisie se met à pousser son cri de guerre : « A Berlin ! » Une guerre de rapine, c'est tout ce qu'il faut à l'Empire pour échapper à la menace socialiste.

« Gare au bouillon rouge ! écrit Vallès, ils en ont besoin ! Ils le veulent ! La misère les déborde, le socialisme les envahit. Il n'est que temps de faire une nouvelle saignée pour que la sève de la force nouvelle s'échappe par l'entaille, pour que l'exubérance des foules se perde au bruit du canon. »

Une guerre de rapine, c'est tout ce qu'il faut au capitalisme pour faire face à ses difficultés.

« Une guerre pour une question de prépondérance ou de dynastie ne peut être aux yeux des ouvriers qu'une absurdité criminelle », affirme l'Internationale.

En France comme en Allemagne, l'ouvrier ne veut pas la guerre mais ce refus ne suffit pas à barrer la route au chauvinisme. La guerre est déclarée.

8 AOUT : Les premières défaites, la perte de l'Alsace, qui démentent les communiqués officiels et mensongers, provoquent quelques remous à Paris.

14 AOUT : Mais le prolétariat reste encore passif. Les blanquistes qui veulent brusquer les choses en attaquant la caserne de la Villette et en appelant à l'insurrection républicaine, subissent un échec piteux ; les masses ne sont pas prêtes et le coup de main des blanquistes est impuissant à entraîner leur mobilisation.

2 SEPTEMBRE : Sedan tombe aux mains des Prussiens. L'empereur est fait prisonnier. Paris est désormais à la portée des canons prussiens et le pouvoir est à prendre. Paris commence à se réveiller.

4 SEPTEMBRE : République et résistance à l'invasion, ce sont les deux exigences du peuple descendu dans la rue. Désormais, la bourgeoisie française craint davantage la colère populaire que l'invasion prussienne ; mais elle n'a pas le choix. Pour réussir à coiffer le mouvement populaire, elle forme un gouvernement républicain de « Défense Nationale » et promet d'organiser la résistance ; mais Trochu, le défaitiste, ne peut faire autrement que laisser Paris s'armer : avant le 4 septembre, la Garde Nationale, recrutée sur la base des listes électorales, ne comportait que des bourgeois ; désormais des bataillons populaires vont se former et, en s'incorporant à la Garde Nationale, vont en devenir la force principale. La bourgeoisie s'apprête à poignarder dans le dos le prolétariat, mais désormais le prolétariat est en armes.

19 SEPTEMBRE : Début du siège de Paris par les Prussiens. Ce sont les couches populaires qui vont en supporter toutes les souffrances, la bourgeoisie s'accaparant les stocks de ravitaillement.

Dès cette époque, deux pouvoirs se côtoient dans Paris : d'une part celui des républicains bourgeois qui multiplie les erreurs, les sorties

sanglantes et inutiles et étale son incurie ; et d'autre part un embryon de pouvoir populaire issu des Comités de vigilance d'arrondissements et du Comité Central des vingt arrondissements de Paris, qui prend des initiatives pour le ravitaillement, l'hygiène, l'armement, contrôle les maires au gouvernement, les services des mairies, élit des commissaires de police.

L'attente, l'inquiétude grandit dans Paris.

31 OCTOBRE : Paris apprend la chute de Metz que Bazaine a livré sans combat. Deux jours avant, le gouvernement avait proclamé la loyauté indéfectible de Bazaine.

L'Hôtel de Ville est envahi par le peuple. Ce n'est qu'un premier coup de semonce car, celui-ci, sans direction, laisse échapper sa victoire.

« L'incohérence des hommes d'avant-garde refit au gouvernement sa virginité de septembre. » (Lissagaray.)

NOVEMBRE-DECEMBRE : Pendant que l'opposition essaie d'échapper à la répression gouvernementale, Paris subit le siège.

1871 - 5 JANVIER : Paris est bombardé ; le peuple a faim et froid. Paris « suinte la misère » et se sent de plus en plus trahi.

« Le gouvernement qui, le 4 septembre, s'est chargé de la Défense nationale, a-t-il rempli sa mission ? Non.

On meurt de froid, déjà presque de faim.

Le gouvernement a donné sa mesure ; il nous tue. Le salut de Paris exige une décision rapide. [La population de Paris] sait qu'il est temps encore, que des mesures décisives permettront aux travailleurs de vivre, à tous de combattre.

Réquisitionnement général - rationnement gratuit - attaque en masse.

PLACE AU PEUPLE ! PLACE A LA COMMUNE ! »

Cette « affiche rouge » de Vallès va devenir l'expression de la colère et de l'indignation générales, car la bourgeoisie n'a qu'une pensée : « Capituler sans provoquer d'émeute ».

« Une victoire de Paris sur l'agresseur prussien aurait été une victoire de l'ouvrier français sur le capitaliste français et ses parasites d'Etat. Dans ce conflit entre le devoir national et l'intérêt de classe, le gouvernement de la Défense nationale n'hésita pas un instant : il se changea en gouvernement de la Défection nationale. » (Marx.)

Pendant que Paris résiste, Thiers qui a pris la tête du gouvernement prépare en coulisses la reddition. Il promet à Bismarck : « Je me charge de Paris ».

27 JANVIER : L'armistice est signé, Paris est trahi, livré à la fois aux Prussiens et à la réaction. Mais Thiers n'a pu livrer une chose : les armes du prolétariat.

FEVRIER : Pendant que la bourgeoisie part dans ses maisons de campagne pour se reposer du siège, la Garde Nationale s'organise et s'affirme comme force puissante et autonome.



Les Buttes Montmartre avant le 18 mars.

12 FEVRIER : Des élections précipitées par Thiers permettent la formation d'une assemblée ultra-réactionnaire, reflet d'une province que dominent les curés et les notables.

Désormais, entre la bourgeoisie et le prolétariat, la guerre est ouverte.

24 FEVRIER : Dans une grande réunion au Vaux Hall, la Garde Nationale fédère ses bataillons, se donne des statuts et élit un délégué par bataillon. Avec ces délégués sera formé un Comité Central de la Garde Nationale.

La Garde Nationale déclare qu'elle ne reconnaît que ses élus, qu'elle résistera par les armes à toute tentative de désarmement.

18 MARS : Thiers veut désarmer Paris. Il proclame, avec l'accent des réactionnaires de tous les temps :

« Que les bons citoyens se séparent des mauvais, qu'ils aident à la force de l'ORDRE au lieu de lui résister. Parisiens, vous nous approuverez de recourir à la force, car il faut à tout prix que l'ORDRE, condition de votre bien-être, renaisse entier, immédiat et inaltérable. »

L'ordre, l'ordre bourgeois, voilà le fin mot de tous ceux qui veulent étrangler le peuple. En tout cas, les ouvriers parisiens ne veulent plus de cet ordre bourgeois. A la tentative de désarmement perpétrée au petit jour et par surprise, ils répondent par la levée en masse spontanée. Paris tient à ses canons.

« Pendant ce temps, les faubourgs s'éveillent... Les femmes partent les premières comme dans les journées de Révolution. Celles du 18 mars, bronzées par le siège — elles avaient eu double ration de misère —, n'attendent pas leurs hommes. »

Paris bat le rappel. Les Gardes nationaux accourent. La troupe fraternise avec le peuple, qui se fait justice en fusillant les généraux Lecomte et Thomas :

« A 11 heures, le peuple a vaincu l'agression sur tous les points, conservé presque tous ses canons — les attelages n'en ont emmené que dix —, gagné des milliers de fusils. Les bataillons fédérés sont debout ; les faubourgs se dépavent. »

Le 18 mars, le Comité Central de la Garde Nationale est le seul pouvoir reconnu par Paris. Thiers et les bribes de son armée fuient à Versailles.

18 MARS - 28 MARS : Mais le Comité Central, au lieu de marcher aussitôt sur Versailles pour écraser la réaction, temporise. Sous le poids du légalisme petit-bourgeois, il perd son temps en discussions avec les maires et les conciliateurs, hésite devant la responsabilité du pouvoir, décide l'élection d'une Commune pour le 26 mars.

C'était là laisser le temps à la réaction versaillaise de refaire son armée. Pendant que Paris temporise, Versailles se déchaîne contre la « canaille », « cet opprobre infligé à la civilisation par la poignée de scélérats », la « tourbe impure » qui tient Paris (Jules Favre). Thiers se prépare à écraser les ouvriers ; il veut son bain de sang. Il l'aura.

22 MARS : La Commune qui vient d'être élue est proclamée à l'Hôtel de Ville devant 200 000 Parisiens enthousiastes. Dans le ruissellement des drapeaux rouges, le peuple a enfin le droit de respirer. Ce qu'il veut ?

« Il faudra des faits, non des phrases, dit Vallès. La meule de l'éloquence qui écrase du grain, et non le moulin que le vent des grands mots fait tourner. »

MARS : La Commune forme une Commission Exécutive et des Commissions de travail. Des mesures révolutionnaires sont prises qui renforcent l'adhésion populaire. Mais en même temps, le moulin à paroles va continuer à tourner : la composition hétéroclite de la Commune (Proudhoniens, Internationaux, Blanquistes, individualistes de la révolution), l'absence de direction ferme en son sein va se faire cruellement sentir.

2 AVRIL : L'armée versaillaise attaque Paris.

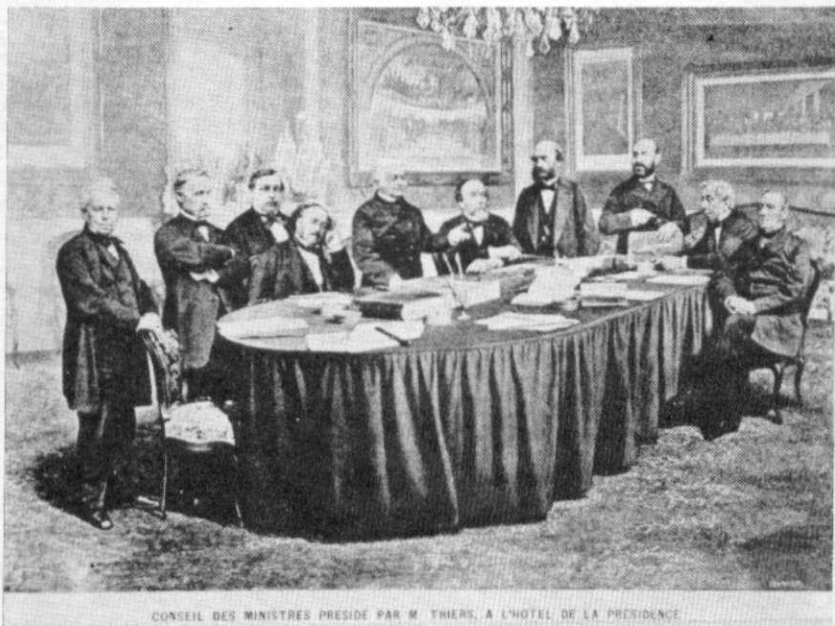
3 AVRIL : Une sortie de représailles, déjà tardive et mal préparée, échoue. Flourens et Duval sont assassinés par les Versaillais qui massacrent sauvagement les prisonniers.

5 AVRIL : En réponse aux atrocités versaillaises, Delescluzes fait prendre un décret sur les otages qui ne sera appliqué que beaucoup plus tard.

Dès cette époque, les divergences et les rivalités pour le contrôle de la Garde Nationale entre la Commune et le Comité Central entraînent une certaine désorganisation qui aura des conséquences tragiques.



La « canaille » selon Monsieur Thiers.



CONSEIL DES MINISTRES PRESIDE PAR M. THIERS, A L'HOTEL DE LA PRESIDENCE

La vraie canaille.

16 AVRIL : La guillotine, symbole de l'oppression, est abattue par les Parisiens. Le problème de la défense de Paris, quotidiennement bombardé par Thiers, se fait plus pressant. Dombrowski, général polonais, va défendre Neuilly à la demande de Cluseret, responsable à la guerre. Mais la valeur des généraux ne peut remplacer l'organisation rationnelle de l'armée.

1^{er} MAI : La majorité (Blanquistes et Jacobins) de la Commune fait élire un Comité de Salut Public. La minorité (Internationaux) qui propose que surtout on réorganise l'armée et mobilise le prolétariat et le peuple de Paris pour la lutte contre Versailles, n'est pas écoutée. L'immense élan révolutionnaire de Paris se disperse au lieu de se concentrer sur la lutte contre la réaction.

L'état versaillais se resserre autour de Paris. Un nouveau Comité de Salut Public s'occupe de mesures de second ordre, comme s'il devait durer toujours, au lieu de prendre en main la défense de Paris.

JUSQU'AU 21, MAI : Pendant toute cette période, Paris et sa Commune œuvrent pour l'avenir. Inconscient de la menace versaillaise, malgré les massacres quotidiens perpétrés par l'armée de Thiers, Paris s'organise pour une vie nouvelle. Cette vie nouvelle, préparée par les décrets de la Commune et l'invention des masses révolutionnaires, ne sera pas pour l'ouvrier de 1871 ; elle sera pour les générations futures. Pendant que les espions s'infiltrent, que les provocateurs s'activent, Paris détruit les symboles de l'oppression.

16 MAI : La colonne Vendôme, symbole de l'Empire et de l'oppression bourgeoise, est abattue dans l'allégresse générale.

17 MAI : L'ennemi fait sauter la cartoucherie Rapp.

Les plus lucides (Varlin, Dombrowski) n'ont pas été écoutés. La Commune, empêtrée dans des débats de second ordre, et le peuple désorganisé, vont livrer leur dernière bataille. La première d'une longue série.

21 MAI : Les Versaillais pénètrent par surprise dans Paris, par la porte de Saint-Cloud laissée ouverte depuis plusieurs jours. Dombrowski déclare encore :

« Si vous pouvez m'envoyer des renforts, je réponds de tout. »

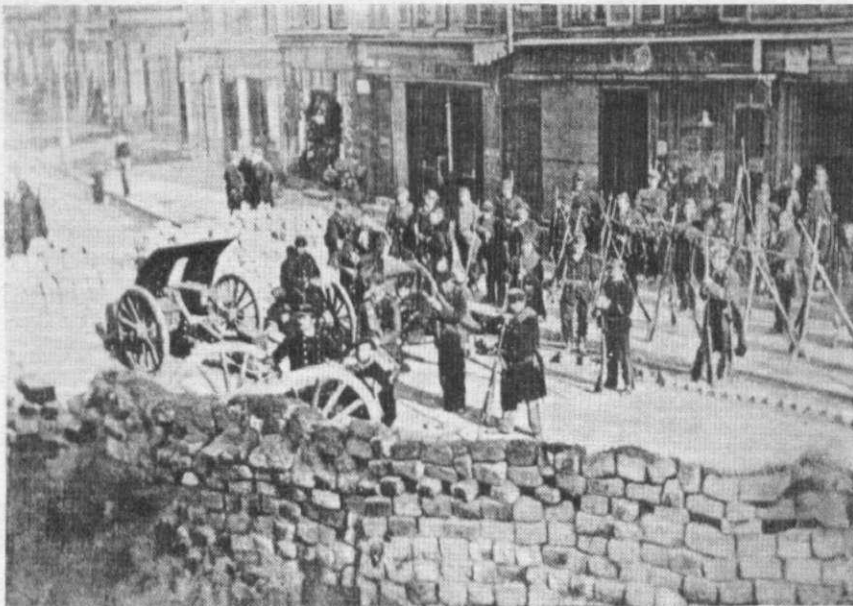
Mais la Commune est impuissante à répondre à cet appel.

22 MAI : Invasion des quartiers de l'Est par les troupes versaillaises. Le peuple de Paris se dresse. Sachant pourquoi il se bat, il va se sacrifier à la défense de sa Commune.

« Où avais-je la tête ? dit l'insurgé de Vallès. Je croyais que la ville semblait morte avant d'être tuée. Et voici que femmes et enfants s'en mêlent ! Un drapeau rouge tout neuf vient d'être planté par une petite fille et fait l'effet d'un coquelicot sur un vieux mur... »

La ville se hérissé de barricades. « Votre pavé, citoyen ! » C'est ainsi qu'on demande l'aide du passant.

« La moisson de coquelicots frissonne, on peut mourir maintenant ! Ils se sont mis à l'œuvre, matelassant, approvisionnant, munitionnant et se compromettant jusqu'à la mort. C'est ce qu'il faut. »



La rue des Abbesses avant la bataille.

23 MAI : Montmartre est pris. Hystérique, la bourgeoisie fait payer cher l'exécution de ses deux crapules de généraux. On fusille à satiété.

Mais l'ouvrier meurt debout, le fusil à la main et la haine au cœur.

24 MAI : La Commune quitte l'Hôtel de Ville et se disperse.

Le Panthéon est pris. Chacun rejoint son quartier pour y mourir dans l'honneur.

« Ce ne sont plus des soldats accomplissant un devoir, écrit un journal observateur au sujet des Versaillais ; ce sont des êtres retournés à la nature des fauves... Ils crèvent à coup de crosse le crâne des blessés, fouillent les cadavres... »

Et M. Thiers plastronne :

« Nos vaillants soldats se conduisent de manière à inspirer la plus haute estime, la plus grande admiration à l'étranger. »

C'est ce que dit aujourd'hui Marcellin de ses C.R.S.

Contre les assassinats barbares, contre la fable des pétroleuses (les femmes incendiaires), Paris riposte : 60 otages sont fusillés.

25 MAI : La rive gauche est aux mains de Versailles.

La mairie du XI^e tombe.

26 MAI : La résistance se concentre dans les quartiers populaires. Les combattants sont isolés entre eux, sans coordination. Ils n'ont qu'une chose : l'héroïsme, la bravoure sans limite.

De nouveaux otages sont fusillés. Mais leur nombre sera dérisoire face aux 30 000 cadavres, femmes, enfants, vieillards et fédérés, abattus par l'armée de Thiers.

27 MAI : Le XX^e arrondissement est envahi. On se bat au corps à corps dans le cimetière du Père Lachaise.

28 MAI :

« La fusillade s'assoupit. Il y a de longs silences. Le dimanche 28 mai, le dernier coup de canon fédéré part... La pièce bourrée à double charge exhale le suprême soupir de la Commune de Paris. »

APRES : Les exécutions sommaires se succèdent. Certains, comme le général de Gallifet, se surpassent dans la boucherie. Les écrivains pourris et les dames de la « haute » viennent tremper leurs ombrelles dans les orbites des morts.

« Qu'est-ce qu'un républicain ? une bête féroce... Allons, honnêtes gens, un coup de main pour en finir avec la vermine démocratique et internationale. » (« Le Figaro ».)

Seule la peur des épidémies retient le bras du bourreau. Pour éviter la peste, les Conseils de guerre exécutent moins. C'est alors la déportation en masse. La bourgeoisie croit triompher :

« Le règne des scélérats est fini : on ne saura jamais par quels raffinements de cruauté et de sauvagerie ils ont clos cette orgie du crime et de la barbarie. Deux mois de vol, de pillage, d'assassinats et d'incendies. »

Au nom de la loi, de sa loi, la bourgeoisie assassine, mutile et déporte, dans le respect de l'ordre et de la légalité. Elle avait mis en place, à l'avance, tout un cadre juridique servant à justifier la répression.

1876 : Le Mouvement Ouvrier se réorganise. Les « scélérats », la « canaille » préparent la revanche. La Commune n'est pas morte, car on ne tue pas la volonté d'affranchissement des prolétaires.

PARIS ET SES ARMES

« Sans armée populaire, le peuple n'aurait rien. » (Mao Tsé-Toung.)



Les Fédérés.

Quel est le secret de la première insurrection prolétarienne victorieuse de l'Histoire, la première qui n'a pas remis le pouvoir à la bourgeoisie après l'avoir conquis de vive force ? Il est très simple : six mois de siège, de guerre et de manœuvres du gouvernement ont fait comprendre à l'ouvrier qu'il ne doit compter que sur une chose : son fusil. La patrie ? en six mois l'ouvrier a compris que ce n'était que le cache-sexe de l'oppression bourgeoise : la seule patrie du bourgeois, c'est le fric. Les élections « démocratiques » ? La « démocratie » de la bourgeoisie, c'est la manipulation des électeurs par ses curés et ses notables pour faire élire des députés réactionnaires, comme l'ont amplement prouvé les élections de février ; les élections organisées par la bourgeoisie n'avaient qu'un seul but : démobiliser les masses

— comme ce fut encore le cas en Mai 68 en France. L'ordre ? C'est un mot qui permet à la bourgeoisie d'emprisonner les révolutionnaires, de traquer les meilleurs défenseurs du peuple.

Désormais, les ouvriers parisiens qui ont fait couler leur sang pour avoir le droit de porter des armes n'ont plus confiance dans la bourgeoisie ; la seule garantie qu'ils ont contre le retour de la misère, des guerres et des trahisons, ce sont leurs armes. Ces canons ont été fondus avec l'argent des collectes organisées dans les quartiers populaires ; ces fusils ont été arrachés à l'ennemi au prix de nombreux morts ; et si les ouvriers ne sont pas morts de faim pendant le siège, c'est grâce aux mesures que leurs armes et leur organisation leur ont permis de prendre. Ainsi, c'est clair : Paris ne rendra pas ses armes. C'est cette volonté de conserver coûte que coûte ses canons, de tenir fermement en mains son fusil, qui a permis à l'ouvrier de 1871 de remporter la victoire.

« Nous ne permettrons pas qu'on nous désarme sans que nous ayons combattu..., avait dit Varlin. Nous poursuivrons la lutte jusqu'à la victoire. »

C'est dans cette détermination que réside tout le secret de la victoire de la Commune de Paris. Et si les ouvriers parisiens furent finalement massacrés par les troupes versaillaises, c'est seulement parce que la Commune fut trop molle dans l'utilisation de l'énorme potentiel militaire représenté par le peuple en armes.

« Le premier arrondissement voulait des mesures révolutionnaires et pas d'élections. »

« Le temps n'est plus au parlementarisme : il faut agir et punir sévèrement les ennemis de la République. Tout ce qui n'est pas avec nous est contre nous. »



Le soulèvement du 18 Mars.



C'est pour ne pas avoir suffisamment suivi cette recommandation des masses que la Commune fut battue. Parce qu'elle ne sut pas profiter de sa victoire du 18 Mars :

« Si nous avions été attaqués par 70 000 ou 80 000 hommes, je n'aurais pas voulu répondre de la solidarité de l'armée, ébranlée surtout par le sentiment d'une trop grande infériorité numérique. »
(Thiers.)

Parce qu'elle hésita à prendre l'offensive. Parce qu'elle organisa mal la Garde Nationale. Parce qu'elle n'appliqua pratiquement pas le décret sur les otages. Parce qu'elle n'écouta pas les conseils des meilleurs officiers (Dombrowski proposait d'utiliser des « détachements volants opérant sur les flancs et les arrières de l'ennemi ») et fit confiance à des officiers bourgeois. Parce qu'elle n'eut pas de stratégie et de tactique militaires. Bref, parce qu'elle gardait des illusions légalistes et sous-estimait la férocité de l'ennemi de classe, parce qu'elle se laissait guider par la magnanimité instinctive du peuple.

Paris en armes avait prouvé l'invincibilité du peuple lorsqu'il possède des fusils. L'absence d'une direction politique et militaire clairvoyante que seul aurait pu exercer un parti armé d'une théorie révolutionnaire allait causer la défaite provisoire du prolétariat. Ces leçons ne devaient plus jamais se perdre.

LA COMMUNE DE PARIS, C'ETAIT LA DICTATURE DU PROLETARIAT

I. LES OUVRIERS PARISIENS ONT BRISE L'ETAT BOURGEOIS.

En 1871, les ouvriers parisiens ne bénéficiaient d'aucune expérience passée de révolution prolétarienne victorieuse. Le marxisme, théorie scientifique du socialisme, était très peu répandu et les doctrines socialistes petites-bourgeoises dominaient. Pourtant, leur propre expérience de la lutte de classe allait permettre aux ouvriers parisiens de balayer en partie les illusions contenues dans ces doctrines et d'apporter des enrichissements importants au marxisme. Sans parti dirigeant, sans théorie révolutionnaire, la Commune de Paris, grâce à l'initiative et à l'invention des masses révolutionnaires, ébaucha pratiquement toutes les mesures nécessaires à l'émancipation du prolétariat.

Les insurgés parisiens se rendirent compte que l'armée permanente et les fonctionnaires sont les deux éléments principaux de la machine d'Etat de la bourgeoisie ayant servi jusque là à opprimer le peuple. Ne pouvant les faire fonctionner au service du nouveau pouvoir, ils les abattirent immédiatement au lendemain de leur victoire :

« Aucune force militaire autre que la Garde nationale, ne pourra être créée ou introduite dans Paris... Tous les citoyens valides font partie de la Garde nationale. »

Ce fut le premier décret de la Commune. Les bataillons bourgeois de la Garde Nationale étaient dissous. Enfin la police allait être exercée par le peuple en armes.

Au même moment, un autre décret déclarait :

« La Commune étant actuellement le seul pouvoir... les employés des divers services publics tiendront désormais pour nuls et non avenus les ordres ou communications émanant du gouvernement de Versailles ou de ses adhérents... Tout fonctionnaire ou employé qui ne se conformerait pas à ce décret sera immédiatement révoqué. »

La Commune révoqua les fonctionnaires versaillais et demanda à la masse de ceux qui étaient restés à Paris de servir loyalement le peuple ; partout, le fonctionnement des services administratifs désorganisés fut assuré efficacement avec le quart du personnel ordinaire.

Les vieux organes judiciaires furent brisés. Désormais, les juges seraient élus par le peuple et les procureurs généraux nommés directement par la Commune.



La destruction de la colonne Vendôme.



La Commune s'attaqua aussi aux instruments spirituels qui permettaient à la bourgeoisie d'asservir le peuple : la séparation de l'Eglise et de l'Etat fut décrétée et les privilèges du clergé abolis. L'association du « sabre et du goupillon » était ainsi brisée. L'éducation des enfants arrachée des mains des prêtres qui l'avaient jusque là contrôlée étroitement. Pour la première fois dans l'Histoire, l'école devenait laïque. On ne se contenterait plus d'apprendre aux enfants à savoir « lire et écrire un peu, et compter » (Thiers). On ne leur apprendrait plus à se faire opprimer mais on les formerait pour une vie nouvelle.

Malgré sa brièveté, la Commune eut le temps de poser les jalons de « l'enseignement intégral » : mettre un terme à la séparation bourgeoise entre travail manuel et travail intellectuel.

« Il faut qu'un manieur d'outils puisse écrire son livre, l'écrire avec passion, avec talent sans pour cela se croire obligé d'abandonner l'étau et l'établi. Il faut que l'artisan se délasse de son travail journalier par la culture des arts, des lettres et des sciences, sans pour cela cesser d'être un producteur... »

Sur les ruines de l'Etat bourgeois, un nouveau monde croissait.

II. LA PREMIERE DICTATURE DU PROLETARIAT.

Dans le Paris de 1871, il y avait déjà 500 000 ouvriers, même si la plus grande part d'entre eux était occupée dans des échoppes d'artisans plutôt que dans de grandes fabriques capitalistes. Alliés aux artisans, à une large partie de la petite-bourgeoisie que la guerre avait rejetée dans le camp du prolétariat, les ouvriers parisiens allaient donner au nouveau pouvoir instauré par la destruction armée de l'Etat bourgeois son caractère original : le premier pouvoir prolétarien du monde.

« C'est la grande lutte, c'est le parasitisme et le travail, l'exploitation et la production qui sont aux prises. » (Proclamation du Comité central de la Garde nationale.)

1° Le prolétariat devenait le maître et la Commune, malgré la présence en son sein d'éléments petits-bourgeois, était l'émanation des ouvriers et bénéficiait de leur soutien. Les dirigeants de la Commune étaient élus par les masses, soumis à leur contrôle, et selon la loi, pouvaient être renvoyés et rappelés par les masses. Ils avaient le devoir de se faire l'écho des aspirations des masses.

Contre les formes parlementaires pourries de la bourgeoisie, la Commune se voulait assemblée agissante, assemblée législative et exécutive à la fois et non moulin à paroles se contentant de ratifier les décisions prises en coulisse par la bourgeoisie. Pendant toute la période de la Commune, le prolétariat mena continuellement la lutte contre les tares parlementaires héritées du passé et ce fut uniquement l'absence d'un parti révolutionnaire seul capable d'imposer la volonté des masses qui empêcha cette lutte d'être tout à fait efficace.

Le prolétariat n'avait plus à choisir ses « élus » dans une liste de politiciens bourgeois mais il pouvait désigner ses propres délégués, des hommes du peuple, encore inconnus la veille dans les



Destruction de la maison de Thiers.

milieux « politiques » de la bourgeoisie. La Commune, ce fut le pouvoir des « obscurs », de ceux que le prolétariat seul reconnaissait.

2° Solidaire de tous les opprimés du monde, la Commune confirma dans leurs fonctions les étrangers élus et confia de nombreux postes de direction à des étrangers (Frankel, Dombrovski).

« Elle lutta non point pour quelque objectif local ou étroitement national, mais pour l'affranchissement de toute l'humanité laborieuse, de tous les humiliés, de tous les offensés. » (Lénine).

« Le drapeau de la Commune est celui de la République universelle. Ce drapeau, c'était le drapeau rouge. » (Marx).

3° Le but de la Commune, c'était de liquider l'exploitation de l'homme par l'homme.

« La Commune entendait abolir cette propriété de classe qui fait du travail du grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait à « l'expropriation des expropriateurs » et voulait transformer les moyens de production, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens

d'asservissement et d'exploitation du travail, en simples instruments d'un travail libre et associé. » (Marx).

Elle prit ainsi toute une série de mesures révolutionnaires :

- suppression du travail de nuit dans les boulangeries ;
- confiscation des fabriques et des ateliers fermés et remise de ceux-ci à des associations ouvrières ;
- interdiction, sous peine d'amende, de la pratique des patrons consistant à réduire les salaires en prélevant des amendes aux ouvriers sous de multiples prétextes ;
- remise jusqu'en avril de tous les loyers d'octobre 70 ;
- suspension de la vente des objets engagés au Mont-de-Piété (à cette époque, l'ouvrier était enchaîné par le Mont-de-Piété comme aujourd'hui par le crédit ; lorsqu'arrivait le 20 du mois, l'ouvrier qui ne réussissait pas à joindre les deux bouts portait chez « ma tante » ce qu'il avait de plus précieux : son lit, souvent ses outils ; s'il ne pouvait les récupérer, sa misère s'aggravait encore) ;
- abolition des bureaux de placement, monopolisés par des individus vendus à la police, exploités d'ouvriers de premier ordre (une liste fut ouverte dans chaque mairie avec les demandes et les offres d'emploi) ;
- abolition du système des hauts salaires ;
- interdiction du système du cumul des traitements.

La limite des mesures prises par la Commune s'est située seulement au niveau de sa courte durée et de sa méconnaissance des principes de l'économie marxiste, ce qui l'amena par exemple à laisser Thiers se servir dans les caisses de la Banque de France sans réquisitionner celle-ci et à ne pas envisager la socialisation de *tous* les moyens de production en vue d'une économie socialiste, planifiée et centralisée. Mais ce qu'elle fit fut suffisant pour indiquer la voie à suivre et susciter la haine de tous les exploités, depuis les grands patrons jusqu'aux pseudo-socialistes (comme le « socialiste » Louis Blanc, le Marchais de cette époque) en passant par les républicains bourgeois et les écrivains vendus aux classes possédantes.

« (Le) véritable secret (de la Commune), le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du prolétariat. » (Marx).

III. CONTRE LA RESTAURATION DU CAPITALISME.

« Pour éviter la transformation des organes de l'Etat mis en place par le prolétariat, de serviteurs de la société en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux moyens infailibles : premièrement, elle soumit toutes les places de l'administration, de la justice et de l'enseignement au choix des intéressés par élection au suffrage universel, et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés.

Et deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés, que par le salaire que perçoivent les autres ouvriers... »

De telles mesures, appliquées aujourd'hui en Chine, devaient permettre d'éviter la restauration du capitalisme comme cela fut le cas à la mort de Staline, dans les pays de l'Est et en U.R.S.S.

Organisées sur une grande échelle, constamment mobilisées — selon un modèle qui fit de nouveau ses preuves pendant la Révolution Culturelle en Chine —, les masses prenaient en main les affaires de l'Etat qui devenaient affaires de l'ouvrier. Chaque jour, à peu près 20 000 Communistes se réunissaient dans des clubs où ils faisaient des propositions, émettaient des critiques sur des questions politiques et sociales. Ils exprimaient aussi leurs souhaits dans des articles et des lettres aux journaux révolutionnaires et la Commune en tenait compte.



Une manifestation sur la place de la Bastille.

L'enthousiasme et l'initiative révolutionnaire des masses furent la source de la puissance de la Commune.

« Donnez de temps en temps aux membres de la Commune une impulsion, demandez-leur de ne pas s'endormir, pour ne pas renvoyer au lendemain la mise en exécution de leurs décrets. Qu'ils mettent fin à leurs querelles personnelles parce que ce n'est que d'un commun accord qu'ils peuvent, avec plus de force, défendre la Commune. » (Lettre d'un lecteur publiée le 27 avril dans le Père Duchêne).

Réduit aux mêmes conditions de vie que celles des ouvriers (alors que les fonctionnaires de l'Etat bourgeois roulent sur l'or), critiqué et contrôlé par le peuple, devant constamment lui rendre des comptes, le nouveau pouvoir d'Etat voyait réduire ses risques de dégénérescence bourgeoise. Ses dirigeants étaient amenés par l'élan révolutionnaire général à montrer l'exemple : ainsi Theisz, Wroblewski et beaucoup d'autres réduisirent de leur plein gré le salaire qui leur avait été officiellement accordé. Tout était fait pour éviter la naissance de nouvelles couches d'exploiteurs : c'est ainsi que les grades de généraux furent considérés comme « incompatibles avec l'organisation démocratique de la Garde Nationale ».

« ... suppression de toutes les indemnités de représentation, de tous les privilèges pécuniaires attachés au corps des fonctionnaires, réduction de tous les traitements au niveau des salaires d'ouvriers : c'est là justement qu'apparaît avec le plus de relief le tournant qui s'opère de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne : ... l'Etat en tant que pouvoir spécial destiné à mater une classe déterminée, à la répression exercée sur les oppresseurs par le pouvoir général de la majorité du peuple, des ouvriers et des paysans... » (Lénine).

Telle fut la Commune de Paris.

L'absence d'un parti et d'une théorie révolutionnaires empêcha sans doute la Commune de comprendre qu'il fallait détruire à fond l'Etat bourgeois, sans laisser ses bribes se reconstituer à Versailles, et cela limita finalement le pouvoir créateur des masses. Mais, en refusant de lutter pour un Etat d'anarchie, comme le préconisaient les Proudhoniens, en refusant la dictature de quelques révolutionnaires, comme le prévoyaient les Blanquistes, en formant des organes d'Etat du prolétariat appuyés sur la mobilisation des masses, et en organisant un programme réellement socialiste, les Communistes s'élevèrent en fait au-dessus des doctrines petites-bourgeoises qui dominaient alors.

« Voulez-vous savoir à quoi ressemble une dictature prolétarienne ? Regardez la Commune de Paris : c'était la dictature du prolétariat. » (Engels).



Proclamation de la Commune à l'Hôtel-de-Ville.

PARIS ET LA PROVINCE

Pendant que Paris se soulevait pour briser ses chaînes, la province fut loin de demeurer inerte. C'est d'ailleurs en province que se situaient les plus grosses concentrations industrielles. C'est là que le prolétariat avait mené ses plus grands combats dans les dernières années. Sur cette lancée, il y eut dès la fin de l'année 1870, un grand mouvement révolutionnaire qui se faisait l'écho des luttes parisiennes et qui aboutit à la proclamation de la République dans toute une série de villes. Mais ces mouvements furent vite circonscrits par le Gouvernement de Défense Nationale et au début de l'année 1871, la province était matée.

Le second mouvement eut lieu par solidarité avec la Commune de Paris. Toutes les conditions objectives étaient alors réunies pour que la province, y compris dans les campagnes, se range aux côtés des Communards. Thiers ne contrôlait plus rien et la classe ouvrière avait dans toute la France les yeux tournés vers Paris.

« Je viens vous demander de défendre Paris », avait dit Crémieux à Marseille.

« Nos ouvriers ont maintenant contre la bourgeoisie une haine profonde qui se témoigne dans les rues par une attitude méprisante, par des regards insolents... » (Rapport préfectoral).

Paris ne sut pas utiliser cette situation. Les Communards étaient pourtant loin de mépriser la province et, s'ils estimaient que chaque commune devait être capable de faire un choix en toute connaissance de cause, ils étaient loin de nier la nécessité d'un gouvernement centralisé pour la France entière, malgré le poids des doctrines anarchistes. Simplement, il manqua une direction centralisée du mouvement pour unir l'ouvrier de Paris à l'ouvrier de province, pour unir l'ouvrier au paysan. Bien que les cheminots aient répandu les affiches et les proclamations de la Commune, bien qu'il y ait eu des délégués envoyés en province pour populariser les idées de Paris, bien qu'il y ait eu une adresse — tardive — aux paysans, Paris ne sut pas tourner les obstacles que lui opposait le gouvernement de Versailles. Il ne sut pas faire connaître son programme aux paysans et déjouer ainsi les calomnies versaillaises. Il ne sut pas empêcher l'isolement des communes de Saint-Etienne, du Creusot, de Marseille, de Toulouse, de Narbonne, de Limoges et organiser l'appui militaire qui aurait pu éviter leur écrasement rapide.

Là encore Paris l'insurgé, mais Paris le naïf, sous-estima les capacités de résistance de la bourgeoisie, son énorme puissance de roubardise et de calomnie. Pour avoir voulu laisser la province libre de son destin, mais pour ne pas s'être donné les moyens de protéger cette liberté contre les Versaillais, la Commune de Paris se laissa isoler et finalement écraser.

Là encore, la leçon ne devait pas être perdue.

PARIS ET SA COMMUNE

Paris, après l'insurrection, est en fête : le 26 mars, on s'arrache le *Cri du Peuple* de Vallès :

« Quelle journée ! Ce soleil tiède et clair qui dore la gueule des canons, cette odeur de bouquets, le frisson des drapeaux, le murmure de cette révolution qui passe, tranquille et lente comme une rivière bleue (...)

O grand Paris !

Lâches que nous étions, nous parlions déjà de te quitter et de nous éloigner de tes faubourgs qu'on croyait morts ! (...)

Quoi qu'il arrive, dussions-nous être de nouveau vaincus et mourir demain, notre génération est consolée ! (...)

Embrasse-moi, camarade, qui as comme moi les cheveux gris ! Et toi, marmot, qui joues aux billes derrière la barricade, viens que je t'embrasse aussi !

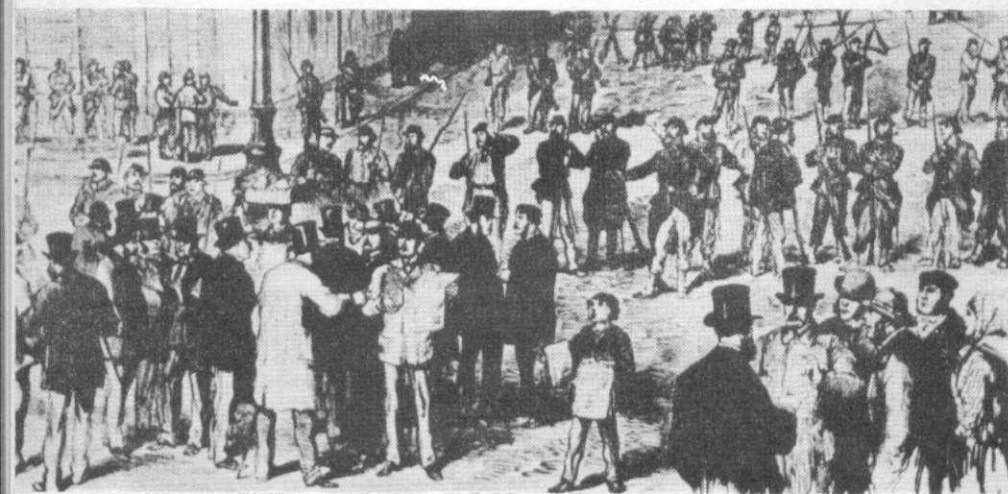
Le 18 mars te l'a sauvé belle, gamin ! Tu pouvais, comme nous, grandir dans le brouillard, patauger dans la boue, rouler dans le sang, crever de honte, avoir l'indicible douleur des déshonorés !

C'est fini !

Nous avons saigné et pleuré pour toi. Tu recueilleras notre héritage.

Fils des désespérés, tu seras un homme libre. »

(L'insurgé du 26 mars, Vallès)



Paris se passionne pour la politique. Il y a chaque jour des dizaines de réunions, groupant 20 000 personnes, pour discuter des affaires de l'Etat. Les clubs se multiplient.

« I. Avis.

Tous les soirs, à 8 heures, le Club des Prolétaires tient sa séance dans le bâtiment de l'église Ambroise, boulevard Voltaire.

II. Ouverture du « Club de la révolution sociale ».

Un club a été ouvert, hier soir, 3 mai, dans l'église Saint-Michel, rue Saint-Jean, à Batignolles. Il prend le nom de « Club de la révolution sociale ». L'église était comble et les femmes en majorité. (...)

Plusieurs membres de la Commune étaient présents (...) Après plusieurs discours révolutionnaires très intéressants (...) l'écharpe rouge a été attachée à la chaire à prêcher, transformée désormais en tribune populaire.

Alors est venu le « Chant du départ ». Pui on a clos cette séance d'ouverture en reprenant « la Marseillaise », et l'on s'est séparés aux cris unanimes de « Vive la Commune ! », « Vive la révolution sociale ! ».

Le club de la Révolution Sociale sera quotidien.

(...) L'ordre du jour voté par l'assemblée fut celui-ci : La femme par l'Eglise et par la Révolution. »

Le secrétaire du club

Léon ANGEVIN

(Le Réveil du Peuple, n° 22, 10-5-71)

Voici ce que disait dans son « Adresse au peuple » le club communal situé dans l'église Saint-Nicolas-des-Champs qui joua un rôle marquant parmi les clubs parisiens :

« Au peuple

Le club communal a pour but de combattre les ennemis de nos droits communaux, de nos libertés et de la République.

De défendre les droits du peuple, de lui faire son éducation, afin qu'il puisse se gouverner lui-même.

De rappeler aux principes nos mandataires, s'ils s'en écartaient, de les appuyer dans tout ce qu'il feront pour le salut de la République (...).

Vive la Commune !

Le Club communal »

Voici des extraits du règlement d'un club communal :

« Article premier. — Le Club communal Nicolas-des-Champs a pour mission d'ouvrir ou d'aider les citoyens des autres arrondissements à ouvrir les églises pour que le peuple puisse s'y réunir le soir et parler de ses affaires. Donc, l'arrondissement, désirant ouvrir un club, mais qui s'en trouverait empêché, peut s'adresser au comité, Boulevard Sébastopol, 86. Le jour même, une délégation sera nommée et le lendemain la première réunion aura lieu (...).

Art. VII. — Les membres du club prennent pour devise : « Vaincre ou mourir ». Ils s'engagent, nouveaux missionnaires, à prêcher la Révolution sans trêve ni relâche et à soulager leurs frères (...).

Art. XII. — Le Comité invite les délégués chargés de porter à la Commune les motions des réunions publiques, à s'adjoindre à la délégation de Nicolas-des-Champs, qui tous les jours part à 2 heures de son siège pour aller à l'Hôtel de Ville (...).

Art. XIV. — Le Comité siège en permanence. »

(« Bulletin Communal » organe des clubs n° 1, 6-5-1871)

Les journaux recevaient également de nombreuses lettres de lecteurs, qui montrent l'intérêt que les Parisiens prenaient à la conduite de l'Etat, et le contrôle étroit qu'ils entendaient exercer sur leurs mandataires.

Lettre d'un cheminot au « Père Duchêne » :

« (...) Je voudrais que vous connaissiez un peu le service des chemins de fer. Moi qui suis un des vieux employés de vingt ans chemins de fer d'Orléans, qui ai sacrifié ma jeunesse à passer les nuits et les jours de 18 à 20 heures sur 24, et toujours pour gagner un franc cinquante par jour, soit quarante-cinq francs par mois (...) Comment faire pour nourrir une famille ? On fait quinze jours service de jour, quinze jours service de nuit, depuis quatre heures trente du soir jusqu'à sept heures et huit heures du matin (...) Conduits comme galériens, la moindre petite faute donne lieu à cinq francs d'amende sans savoir, sans pouvoir s'imaginer le motif (...) Ah ! qu'ils sont canailles, tout de même, ces chefs d'administration de chemins de fer, qui reçoivent des cent mille francs de gratification, tandis que le malheureux subalterne travaille pour faire gonfler leur gros ventre... Nous avons monté la garde tout l'hiver dans les gares pour garder leurs établissements, on nous a toujours promis de nous armer d'un jour à l'autre. Jusqu'à la fin, nous ne l'avons pas été. (...) Figurez-vous qu'aujourd'hui ils nous font payer les effets de la Garde Nationale par une retenue sur nos appointements... Nous recommandons au citoyen Père Duchêne pour qu'il leur dise un peu leur vérité. En attendant que nous puissions en appeler à l'attention de la Commune, lorsqu'elle sera un peu moins occupée après les roussins de Versailles.

Citoyen A. Rossen, cheminot »

Lettre d'une institutrice au « Vengeur » parue dans le n° 49, 17-5-1871.

Paris, le 15 mai 1871

Citoyen rédacteur,

Je viens de lire dans votre estimable journal, daté du dimanche 14 mai, que le curé de Raincy (Seine-et-Oise), avait traité de « filles perdues » les personnes qui avaient succédé aux sœurs pour donner les soins aux enfants. Je répondrai à ce misérable que je n'ai jamais ressenti de plus grand bonheur qu'en m'occupant des enfants d'honnêtes citoyens qui se battent pour le maintien de la République qui, j'espère, anéantira à jamais tous ceux qui nous oppriment comme lui. Salut et fraternité. »

C. Verdura, 113, rue Oberkampf.

Dans cette atmosphère de fête, la vie bouillonne : toutes les facultés de l'esprit humain vont pouvoir s'épanouir :

« Partout s'agitait une vie intense, dit Louise Michel. Les musées étaient ouverts, répondant à l'ardeur de la jeunesse. On voulait tout à la fois, arts, sciences, littérature, découvertes, la vie flamboyait. On avait hâte de s'échapper du vieux monde. »

Louise Michel, La Commune, 1898

Gustave Courbet, peintre célèbre, membre de la Commune, est élu président de la Société des Artistes. Il fonde une fédération d'artistes nouvelle, révolutionnaire :

Extrait de l'Appel de Courbet aux artistes :

« Aujourd'hui, j'en appelle aux artistes, j'en appelle à leur intelligence, à leur sentiment, à leur reconnaissance. Paris les a nourris comme une mère et leur a donné leur génie. Les artistes à cette heure doivent, par tous leurs efforts (c'est une dette d'honneur) concourir à la reconstitution de son état moral, et au rétablissement des arts qui sont sa fortune (...) que chacun, dès à présent, se mette à l'œuvre et les artistes des nations amies répondront à notre appel.

La revanche est prise, le génie aura son essor (...)

Adieu le vieux monde et sa diplomatie !

Gustave Courbet (J.O. du 6-4-71, n° 98)

La Fédération des artistes de Paris publia son programme, où l'on peut lire :

« Le Comité invite tout citoyen à lui communiquer toutes propositions, projet, mémoire, avis, ayant pour but le progrès dans l'art, l'émancipation morale ou intellectuelle des artistes, ou l'amélioration matérielle de leur sort (...)

Le comité surveille l'enseignement du dessin et du modelage dans les écoles primaires et professionnelles communales (...) Il favorise l'introduction des méthodes attrayantes et logiques, estampille les modèles, et désigne les sujets chez lesquels se révèle un génie supérieur, et dont les études doivent être complétées aux frais de la Commune (...)

En résumé, la Commission fédérale des artistes prétend seulement relever le niveau artistique par l'application sévère de deux principes qui se complètent : liberté et responsabilité. »

Face à cet enthousiasme pour développer les arts et en faire profiter le peuple (réouverture des musées, etc.) les ennemis de la Commune se déchaînent : voici comment Alexandre Dumas fils injurie Courbet :

« De quel accouplement fabuleux d'une limace et d'un paon, de quelle antithèse génésique, de quel suintement sébacé peut avoir été générée, par exemple, cette chose qu'on appelle M. Gustave Courbet ? »

(Le Bien Public, 8 juin 1871)

Parallèlement à l'art, et de manière complémentaire, l'enseignement sous la Commune est mis au service du peuple : une immense soif d'apprendre se manifeste partout, et la Commune eut à cœur d'associer les paysans à cette réforme totale de l'enseignement :

Extrait de l'appel « Aux travailleurs des campagnes » :

« ...Paris, que tu crains sur le foi des gens intéressés à te tromper... Paris s'agite, réclame, se soulève, et veut changer les lois qui donnent tout pouvoir aux riches sur les travailleurs. Paris veut que le fils du paysan soit aussi instruit que le fils du riche, et pour rien, attendu que la science humaine est le bien commun de tous les hommes, et n'est pas moins utile pour se conduire dans la vie que les yeux pour voir. »

(Le Cri du Peuple, n° 72, 12-5-71)

Le Père Duchêne parle de l'éducation des filles :

« (...) Si vous saviez, citoyens, combien la révolution dépend des femmes ; c'est alors que vous ouvririez l'œil sur l'éducation des filles. Et que vous ne les laisseriez pas, comme on l'a fait jusqu'ici, dans l'ignorance.

Foutre ! Dans une bonne république, on doit peut-être faire encore plus attention à l'éducation des filles qu'à celle des garçons !

Parce que vous savez, patriotes, c'est sur les genoux des citoyennes que nous bégayons nos premières paroles, que nous recueillons nos premières idées et que nous ouvrons les yeux de notre pensée, aussi bien que ceux de notre corps.

Une bonne citoyenne qui est instruite, qui sait son affaire et qui ne se laisse pas mener par le bout du nez par les jean-foutre de calotins — une vraie citoyenne en un mot, est une bonne mère de famille.

(...) Et elle serait au désespoir si jamais elle voyait ses mioches devenir des jean-foutre comme Thiers, Favre, l'immonde Picard, le sale gredin Vinay, Gallifet et d'autres racailles de ce genre.

(...) Car il n'y a rien de plus triste pour une bonne mère de famille que de voir ses enfants se foutre dans la police ! (...)

Nom de nom ! Faut-il que tous ces roussins de Versailles, qui bombardent Paris et nous foutent des obus jusque dans les Champs-Élysées, aient été mal élevés !

Leurs mères ne devaient pas être des citoyennes, pour sûr ! (...)

Tant que les femmes ne sauront pas bien lire et écrire, qu'on ne leur donnera pas une bonne instruction, de bons livres qui leur donnent l'amour de la Patrie, la conscience d'elles-mêmes et la dignité, il n'y aura rien à faire ! (...) Les femmes de Paris sont des femmes bougrement patriotiques. A preuve que le père Duchêne en connaît plusieurs qui font le coup de feu contre les brigands de Versailles, comme la brave citoyenne Louise Michel, par exemple !

(...) Si elles étaient bien instruites par la République, elles sauraient que c'est le combat de la Justice et du Travail que nous combattons.

Par conséquent, le combat du bien-être et de la paix !

Et alors, citoyennes, pas une seule de vous ne mettrait de bâtons dans les roues ! »

(« Le Père Duchêne », n° 25, 9-4-1871 - 20 Germinal an 79)

La Commune examina tous les aspects de l'enseignement, et posa les prémices (même si elle ne put les faire passer totalement dans la pratique, faute de temps) de *l'enseignement intégral* :

L'enseignement professionnel et intégral

A la Commune de Paris

(...) Les sociétés d'avant 1789, société grecque, romaine, féodale ou monarchique, issues toutes du même accident — la conquête, abus de la force — se sont rencontrées sur un point, le mépris du travail, l'asservissement du producteur.

Touchante unanimité !

Partout, toujours, dans cette longue suite des siècles, le travail est la chute, l'oisiveté le but désiré, poursuivi. Travailler est le châtiement de l'esclave, survivant au fait brutal de la conquête et se perpétuant de génération en génération ; consommer, briller, est le lot du maître, fils, valet ou bouffon des conquérants.

Mais le travail est la première des lois humaines. On peut le discréditer, l'avilir, même le noter d'infamie ; le supprimer : impossible. (...)

Il faut que l'éducation soit professionnelle et intégrale. (...) Il faut que les hommes de 1880 sachent produire d'abord ; parler et écrire ensuite. Il faut que, dès son jeune âge, l'enfant passe alternativement de l'école à l'atelier, afin qu'il puisse, de bonne heure, gagner sa vie, en même temps qu'il développera son esprit par l'étude et la pensée. »

Henri BELLENGER

(« Le Vengeur », n° 10, 8-4-1871)

Quelques écoles professionnelles vont alors s'ouvrir :

« Une première école professionnelle sera prochainement ouverte dans le local précédemment occupé par les jésuites, rue Lhomond, n° 18, 5^e arrondissement.

Les enfants âgés d'environ douze ans et au-dessus, quel que soit l'arrondissement qu'ils habitent, y seront admis pour compléter l'instruction qu'ils ont reçue dans les écoles primaires et pour y faire, en même temps, l'apprentissage d'une profession. (...)

Les ouvriers au-dessus de 40 ans qui voudraient se présenter comme maîtres d'apprentissage devront aussi se faire inscrire à cette mairie, en indiquant leur profession (...)

Paris le 6 mai 1871

Les membres de la Commission
pour l'organisation de l'enseignement

Le sort de la jeunesse, et de la jeunesse ouvrière, fut donc pris, comme on le voit, très à cœur par les Communards : pendant la semaine sanglante, au cours des combats, cette jeunesse que la Commune avait voulu libérer de l'exploitation, montra à quel point elle pouvait être héroïque :

Le jeu favori des enfants était bien le reflet des événements. C'était le « jeu de la guerre civile » ou « de la Commune ».

Voici ce qu'en a vu Benoît Malon à Montmartre :

« Une vingtaine d'enfants jouaient à la guerre, cinq se firent Fédérés, quinze Versaillais, sous prétexte que les versaillais devaient être plus nombreux. Bientôt les versaillais attaquent la barricade, les fédérés la défendent victorieusement, mais une partie des versaillais fait un détour et surprend les fédérés par derrière. Les fédérés sont pris, l'officier versaillais, bambin de huit ans, dit : « Nous avons le droit de les fusiller, puisque nous sommes l'armée et qu'ils sont des insurgés. Feu sur cette canaille. » Les petits bâtons qui servaient de fusils s'abaissent, quatre fédérés tombent, le cinquième s'enfuit ; on le rattrape, on le maltraite et on lui dit : « Ah ! coquin d'insurgé, tu voulais t'échapper quand il faut te laisser fusiller ! — Quoi, dit le fédéré, enfant de 7 ans, vous me fusillerez ici près de ma maison, au milieu des cris de ma femme et de mes enfants ! — Oui, nous te fusillerons, insurgé, parce que nous sommes versaillais » répliquèrent les quinze bambins, et le simulacre fut fait. Après cela, deux gamins, dont l'un de huit ans et l'autre de six environ, discutèrent sur cette façon de faire la guerre. Le grand soutenait que dans la guerre on ne fusillait pas et disait au petit : « Je te dis que tu ne sais pas, toi — Je te dis que je sais, moi, répondit le petit, puisque mon père, IL A ETE TUE comme ça ! »

(Benoît Malon « La troisième défaite du prolétariat français »)

Ces propos, dans leur tragique sincérité, témoignent naïvement de l'horreur des scènes vécues par ces enfants. Ici, nous sortons pour ainsi



« Votre pavé, citoyen...! »

dire du jeu. Ou plutôt le jeu, reflet de la réalité brutale, perd, pour les adultes qui y assistent, tout caractère de jeu.

En ce qui concerne les « enfants-combattants », il est évidemment exagéré d'estimer à « plus de cinquante mille » les enfants et adolescents qui ont combattu sous les plis du drapeau rouge. Pourtant, Maxime Ducamp lui-même, académicien violemment anti-communard, avance que 12 000 ou 13 000 enfants prirent part à la défense de Paris insurgé.

Dès le 18 mars, on vit des jeunes participer à l'envahissement de la mairie de Montmartre et, rue de la Roquette, aider à la construction des barricades.

Il en est qui, pour se procurer quelque argent, distribuent le « Cri du Peuple » dans les rues. Au plus fort de la Commune, les enfants manifestent dans les rues, derrière des fanions rouges, au chant de la « Marseillaise ».

Au rez-de-chaussée de la prison des Chantiers à Versailles, furent entassés 150 à 200 enfants dans une promiscuité terrible, en rapport avec les femmes parquées au même endroit. La femme du commandant du 22^e bataillon de la Garde Nationale raconte ses souvenirs :

« Sur un mot de la part des enfants, il frappait jusqu'à ce que la victime tombât (...)

Un jour, l'un d'eux avait commis une faute légère, notre geôlier le fit déshabiller et attacher sur un banc, et chacun de ses camarades dut venir lui donner un coup de bâton. Il y eut parmi tous ces enfants un moment de rébellion, mais ce terrible garde-chiourme était là qui présidait à l'exécution à coup de talon de bottes ; à coups de canne, il assoma les plus mutins et l'horrible défilé commença, malgré les cris, malgré les convulsions du pauvre petit patient (...)

Bientôt l'enfant ne cria plus : il était évanoui ; son dos ne faisait qu'une plaie. Cependant, l'exécution se fit jusqu'au bout et on le porta mourant sur la paille. »

Parmi ces enfants, il y en eut qui se montrèrent héroïques devant le magistrat instructeur. Tel le fils de Gabriel Ranvier, le communard si populaire à Belleville, qui avait douze ans. Bien qu'il fût en loques comme ses camarades, il refusa d'accepter les défroques d'uniformes de gendarmes qu'on lui offrait.

Il fut interrogé par le capitaine :

« — Voyons, gamin, dis-moi la vérité. Ton père et toi connaissiez la veuve H... pendant la Commune ?

— Citoyen capitaine, je...

— Ne m'appelle pas ainsi, dis Monsieur.

— Mais je ne puis pourtant pas vous insulter, citoyen, c'est-à-dire Monsieur, puisque vous ne m'avez pas fait de sottises ! (...)

— Pourquoi garde-tu ce haillon autour de tes reins ?

— Parce que cette écharpe est le drapeau de mon père, répondit l'enfant. »

Le 23 mai, quand le Comité de Salut Public annonça que l'ennemi s'était introduit dans la capitale et lança son appel célèbre : « Tout le

monde aux barricades » (J.O. du 24 mai) il trouva un puissant écho parmi l'enfance ouvrière. Les « pupilles de la Commune » constituaient une formation militaire reconnue, qui fut habillée, équipée et armée les 21 et 22 mai, comptant une centaine de garçons enrôlés de leur plein gré, tous fils d'ouvriers. Les plus âgés firent le coup de feu jusqu'à la dernière minute.

« Sur la fameuse barricade du Château d'eau, un garçon de 19 ans, qui agite un guidon, tombe mort, Un autre saisit le guidon, monte sur les pavés, montre le poing à l'ennemi invisible, lui reproche d'avoir tué son père. Vermorel et d'autres veulent qu'il descende ; il refuse, continue jusqu'à ce qu'une balle le renverse. (...) Une jeune fille de 19 ans, Marie M..., habillée en fusilier marin, rose et charmante, aux cheveux noirs brûlés, s'y bat tout un jour. Une balle au front tue son rêve... » (Lissagaray).

La consigne était de détruire dans leur repaire : « le loup, la louve et les louveteaux » (« l'Indépendant rémois, feuille modérée »). Un témoin qui se trouvait au Châtelet le 28 mai raconte :

« J'ai vu sortir de la cour martiale six enfants conduits par quatre sergents de ville. L'ainé avait à peine douze ans, le plus jeune à peine six ans. Les pauvres petits pleuraient en passant au milieu de la haie formée par ces misérables... « A mort ! A mort ! » criaient ces bêtes fauves, « cela ferait des insurgés plus tard ».

Le plus petit des enfants était nu-pieds dans des sabots, n'avait que son pantalon et sa chemise, et pleurait à chaudes larmes.

Je les ai vus entrer à la caserne Lobau. Au moment où la porte se referma sur eux, j'ai dit : « C'est un crime de tuer des enfants ». Je n'ai eu que le temps de me sauver, sans quoi j'allais au Châtelet comme tant d'autres. » (« La semaine de mai », Camille Pelletan).

On comprend que Camille Pelletan ait pu écrire :

« C'est surtout chez les chiens qu'on trouva des sentiments humains dans la quinzaine de mai. »

La caserne Lobau fut un véritable charnier : citons Victor Hugo dans *l'Année terrible* :

« Un bruit lugubre. emplit la caserne Lobau ;
C'est le tonnerre ouvrant et refermant le tombeau.
Là, des tas d'hommes sont mitraillés ; nul ne pleure ;
Il semble que leur mort à peine les effleure,
Qu'ils ont hâte de fuir un monde âpre, incomplet,
Triste et que cette mise en liberté leur plaît.
Nul ne bronche. On adosse à la même muraille
Le petit-fils avec l'aïeul, et l'aïeul raille,
Et l'enfant blond et frais s'écrie en riant : Feu ! »

Ce rire, ce dédain tragique est un aveu.

Le comte de Hübner, général autrichien resté à Paris sous la Commune et partisan des exécutions sommaires, raconte ce qu'il vit le vendredi 26 mai :

« Je vois passer, écrit-il, un garçon de quinze ans environ, une torche allumée à la main. Il est pris et va être fusillé, quand un officier intervient en disant à ses hommes : « Laissez donc courir ce gamin, il ne sait pas ce qu'il fait. » Mais celui-ci répond : « Je sais très bien ce que je fais, je veux incendier tout Paris. » Là-dessus, on le plante au mur, et pendant qu'on l'ajustait, jetant sa casquette en l'air, il crie : « C'est pour la gloire de la Commune ! » C'est ainsi qu'il est mort. » (« Le Correspondant »)

L'enfant à la montre.

Le plus enragé tireur d'une des barricades de la rue du Temple fut un enfant d'environ quinze ans, dont le tranquille héroïsme est passé à la postérité :

« Sur une barricade, au milieu des pavés,
Souillés d'un sang coupable et d'un sang pur lavés,
Un enfant de douze ans est pris avec des hommes.
— Es-tu de ceux-là, toi ? — L'enfant dit : Nous en sommes.
— C'est bon, dit l'officier, on va te fusiller.
Attends ton tour. — L'enfant voit des éclairs briller,
Et tous ses compagnons tomber sous la muraille.
Il dit à l'officier : Permettez-vous que j'aie
Rapporter cette montre à ma mère chez nous ?
— Tu veux t'enfuir ? — Je vais revenir — Ces voyous
Ont peur ! Où loges-tu ? — Là, près de la fontaine.
Et je vais revenir, monsieur le capitaine.
— Va-t-en, drôle ! — L'enfant s'en va. — Piège grossier !
Et les soldats riaient avec leur officier,
Et les mourants mêlaient à ce rire leur râle ;
Mais ce rire cessa, car soudain l'enfant pâle,
Brusquement reparu, fier comme Viala,
Vint s'adosser au mur et leur dit : Me voilà.
La mort stupide eut honte, et l'officier fit grâce. »

(« L'année terrible », Victor Hugo)



Si l'on admet que la profondeur d'une révolution se mesure à l'ardeur des enfants comme des femmes, il faut en conclure que la Commune constitue la plus forte tempête révolutionnaire qui ait soufflé sur Paris :

« Des femmes partout - Grand signe !

Quand les femmes s'en mêlent, quand la ménagère pousse son homme, quand elle arrache le drapeau noir, qui flotte sur la marmite pour la planter entre deux pavés, c'est que le soleil se lèvera sur une ville en révolte. »

(Jules Vallès, L'Insurgé)

Les femmes de la Commune, au 18 Mars, comme aux jours sombres de la semaine sanglante, furent partout aux avant-postes :

Comité central de l'Union des Femmes :

« Non, ce n'est pas la paix, mais bien la guerre à outrance que les travailleurs de Paris viennent réclamer.

Aujourd'hui, une conciliation serait une trahison ! Ce serait renier toutes les aspirations ouvrières, en un mot l'affranchissement du travailleur par lui-même. La lutte actuelle ne peut avoir pour issue que le triomphe de la cause populaire. Paris ne reculera pas, car il porte le drapeau de l'avenir... »

En réponse à une affiche du 3 mai 1871 dans laquelle la bourgeoisie disait que « les femmes de Paris, au nom de la patrie, au nom de l'honneur, au nom enfin de l'humanité, demandent un armistice », Benoît Malon raconte que :

« Un certain nombre d'héroïnes faisaient crânement et modestement le coup de feu aux avant-postes, quelques-unes sous l'uniforme de Garde National. On ne comptait plus les cantinières qui se signalaient. Une dizaine avaient été tuées et les survivantes n'étaient pas moins braves. »

Au plus fort des massacres, pendant la semaine de mai, « on vit des femmes tirer sur des officiers » :

« De jeunes femmes, jolies de visage et vêtues de robes de soie, descendaient dans la rue, un révolver au poing, tiraient dans le tas, et disaient ensuite, la mine fière, le verbe haut, l'œil chargé de haine : « Fusillez-moi tout de suite ! » Une d'elles, qui avait été prise dans une maison d'où l'on avait tiré par les fenêtres, allait être garrottée pour être conduite et jugée à Versailles.

Et se campant contre un mur, les bras ouverts, la poitrine au vent, elle semblait solliciter, provoquer la mort.

Toutes celles qu'on a vu exécuter sommairement par des soldats furieux, sont mortes l'injure à la bouche, avec un rire de dédain, comme des martyres qui accomplissent, en se sacrifiant, un grand devoir. »

(Francisque Sarcey, dans le journal Le Gaulois du 13-6-71)

Les étrangers aussi avaient leur part de bravoure et d'héroïsme : la Commune les avait adoptés, ils la défendirent jusqu'au bout :

« A l'Hôtel de Ville, une troupe de fédérés très irrités viennent d'amener Dombrovski. Le général, sans commandement depuis le matin, s'était rendu avec ses officiers aux avant-postes de Saint-Ouen. Voyant

son rôle terminé, il voulait, la nuit, à cheval, percer les lignes prussiennes et gagner la frontière. Un commandant appelé Vaillant, qui fut le lendemain fusillé comme traître, avait ameuté ses hommes contre le général. Introduit devant le Comité de salut public, Dombrovski s'écria comme la veille : « On dit que j'ai trahi ! » Les membres du Comité l'apaisèrent affectueusement. Dombrovski sortit, alla dîner à la table des officiers et, à la fin du repas, sans mot dire, il serra la main à tous ses compagnons. On comprit qu'il se ferait tuer. »
(Lissagaray)

« Nous sommes d'honnêtes gens, déclarait Thiers à l'Assemblée Nationale ; c'est par les lois ordinaires que justice sera faite. Nous n'aurons recours qu'à la loi. »

« La cause de la justice, de l'ordre, de l'humanité, de la civilisation, a triomphé », s'écria-t-il le 22 mai 1871.

La cause de la justice, la voici :

« Le marquis de Gallifet attendait les chaînes de captifs à la Muette. Là, il prélevait sa dime, parcourait les rangs et, de sa mine de loup maigre : « Vous avez l'air intelligent, disait-il à quelqu'un. Sortez des rangs » — « Vous avez une montre, disait-il à un autre ; vous deviez être un fonctionnaire de la Commune. » Et il le mettait à part. » ...pour être fusillé.

« Le camp de Satory devin l'excursion favorite de la bonne compagnie versaillaise. Le capitaine Aubry en faisait les honneurs aux dames, aux députés, aux gens de lettres comme Dumas fils en quête



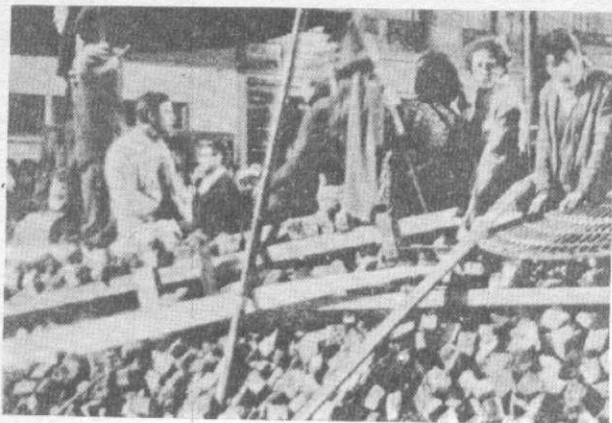
d'études sociales, leur montrait ses sujets grouillant dans la boue, rongeant quelques biscuits, prenant des lampées à la mare où les gardiens ne se gênaient pas pour faire leurs ordures. Quelques-uns, devenant fous, se cassaient la tête contre les murs ; d'autres hurlaient, s'arrachaient les cheveux et la barbe. Un nuage pestilentiel s'élevait de cet amas vivant de haillons et d'épouvantes. « Ils sont là, disait l'Indépendance française, plusieurs milliers empoisonnés de crasse et de vermine, infectant à un kilomètre à la ronde. Des canons sont braqués sur ces misérables, parqués comme des bêtes fauves. Les habitants de Paris craignent l'épidémie résultant de l'enfouissement des insurgés tués dans la ville ; ceux que l'Officiel de Paris appelait les ruraux craignent bien davantage l'épidémie résultant de la présence des insurgés vivants au camp de Satory. »

Voilà les honnêtes gens de Versailles qui venaient faire triompher « la cause de la justice, de l'ordre, de l'humanité et de la civilisation ». Combien, malgré le bombardement et les souffrances du siège, ces brigands de Paris avaient été bons et humains, à côté de ces honnêtes gens. Qui a jamais maltraité un seul prisonnier dans le Paris de la Commune ? Quelle femme a péri ou a été insultée ? Quel coin des prisons parisiennes a caché une seule des mille tortures qui s'étaient au grand jour de Versailles ? » (Lissagaray).

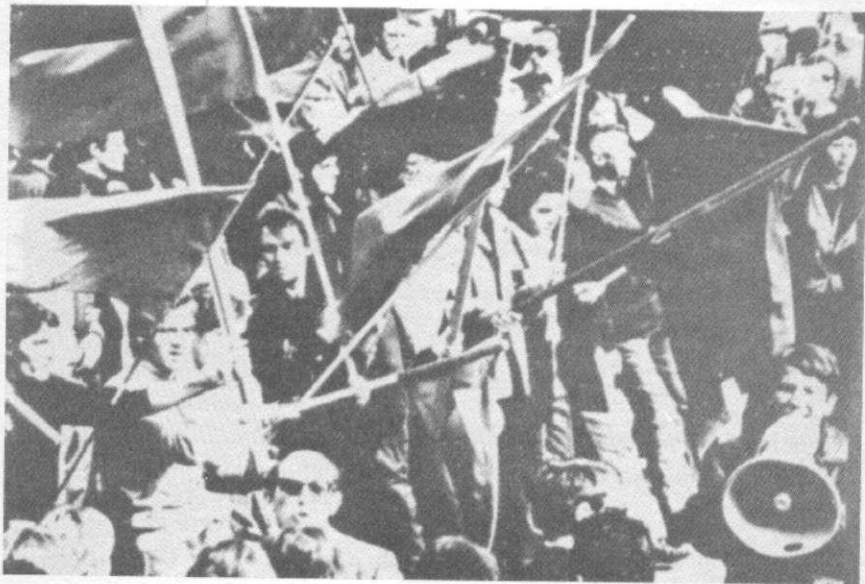
« Un jour m'élançant sur la place publique
J'ai dit : vivre en travaillant, mourir en combattant.
J'ai dit : l'air de ma mansarde m'étouffe
Je veux respirer.
J'ai dit : les hommes sont égaux.
J'ai dit : république universelle.
Alors ils m'ont saisi
Ils m'ont enfermé dans de noirs cachots,
Ils m'ont laissé pendant de longues semaines
Couché sur la paille infecte,
Et puis une nuit, ils m'ont enchaîné ;
Ils m'ont emmené dans une entrepont de vaisseau,
Rempli de vermine
Côte à côte avec les enfants du crime,
Les forçats de leur société.
Après ils m'ont emmené bien loin,
Bien loin de mon pays,
De la terre où j'étais né,
Où vivaient ma femme et mes petits enfants.
Bien loin,
Dans le pays où le soleil brûle,
Où la terre brûle,
Où l'air brûle l'âme du prisonnier ;
Puis ils ont mis dans mes mains une pioche,
Moi qui travaillais le diamant.
Ils m'ont dit en ricanant :
Forçat, tu veux le droit au travail ?
Travaille !
Forçat, l'air de ta mansarde t'étouffe ?
Respire !
Ils m'ont battu à coups de pied, ils m'ont insulté,
Ils m'ont appelé pillard, bandit.
(...)
Tout, autour de moi, demandait l'égalité ;
Tout me démontrait

Que ma chair était semblable à la chair du riche,
Que mon sang était aussi rouge que le sang du riche.
Tout me démontrait que
Riche et pauvre voulait dire usure et esclavage.
Voulait dire : Pauvre, moi capital,
Je poserai les bases de ton salaire.
Pauvre, tu mangeras selon mon bon plaisir
Je te pressurerai
Comme le pressoir presse la grappe
Pour lui faire rendre tout le sang de la terre.
Alors j'ai dit :
Abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.
J'ai dit :
La terre à celui qui la cultive.
J'ai dit :
Celui qui ne produit pas n'est pas digne de vivre.
C'est alors qu'ils m'ont assassiné.
(...)
Peuple, médite et souviens-toi
Que tu es force et nombre,
Mais que,
Tant que tu seras force et nombre sans idée,
Tu ne seras qu'une bête de somme.
J'ai publié ceci pour te dire, peuple,
Que ton émancipation réside dans ta solidarité ;
Pour te dire que l'heure la plus sombre
Est celle qui précède l'aurore. »

(Théodore Six)



MAI 68



APRES LA COMMUNE

Pour avoir indiqué aux prolétaires des générations futures les principes à mettre en œuvre pour émanciper leur classe : s'emparer des armes, briser l'Etat bourgeois, établir la dictature du prolétariat, la Commune a eu la vie plus dure que toutes les manœuvres tentées par la bourgeoisie pour en effacer jusqu'au souvenir ; trente mille assassinats, les injures des écrivains bourgeois, les calomnies multiples, les falsifications dans les dictionnaires et dans la bouche des agents de la bourgeoisie au sein du Mouvement Ouvrier, la portion congrue dans les manuels d'histoire scolaires, tout cela fut impuissant à chasser le spectre de la Commune. La révolution russe d'Octobre 17 fit la preuve que les principes de la Commune ne pouvaient être entamés par les assauts de la bourgeoisie ; le grand Lénine se contenta seulement d'en ajouter un de plus : la nécessité d'un parti communiste centralisé pour diriger et faire triompher la révolution.

L'œuvre de la Commune trouve aujourd'hui son prolongement dans la Grande Révolution Culturelle prolétarienne qui, en Chine, a consolidé les bases de la dictature du prolétariat, dans la tempête révolutionnaire qui ébranla la France en Mai 68, dans la levée en masse qui s'opère de nos jours chez les peuples du monde contre le capitalisme agonisant. « Du peuple la justice est lente, elle est lente, mais elle vient », disait une chanson de la Commune : c'est ce que la vie commence à confirmer.

Assassinés quotidiennement à l'usine, mutilés et traités comme du bétail, fusillés lorsqu'ils relèvent la tête, les prolétaires ont appris à connaître la bourgeoisie. Ils tolèrent de moins en moins qu'on leur fasse croire que la violence et la force armée sont réservées aux classes dominantes ; ceux qui, comme le P.C.F. et tous les révisionnistes, répandent la philosophie de l'esclave : « courbe la tête, tais-toi et vote », se feront balayer avec les exploiteurs. La voie de la révolution prolétarienne armée dans laquelle s'étaient engagés les Communistes est plus que jamais la seule qui conduise à la libération.

Etre fidèles à la Commune, c'est aujourd'hui construire le Parti communiste marxiste-léniniste qui permettra de mener à la victoire la guerre contre la bourgeoisie. Ainsi alors, la Commune vaincra.



250

prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés,

UNISSEZ-VOUS !



FRONT ROUGE
journal de combat marxiste-léniniste

Supplément à « Front Rouge » n° 4.
C.C.P. FRONT ROUGE 204-51 LYON.
B.P. 47 - Lyon-Préfecture.

Directeur de la publication : Paul Gay

Imp. N.P.P., 56, rue des Haies - Paris (20^e)